

pays bénéficiaire peut tirer de l'aide étrangère dans un contexte de concurrence rendue plus vive du fait que les ressources des pays donateurs sont plus limitées. En outre, les études empiriques indiquent qu'il existe une corrélation positive entre la croissance et l'amélioration du capital humain (à la fois directement et indirectement, de par les répercussions sur la croissance démographique) et les progrès au plan de la libéralisation des politiques.

Si nous voulons nous baser sur les possibilités de succès les plus grandes pour cibler l'aide, nous devons tenir compte du fait que ces possibilités dépendent en partie de l'existence de politiques macro-économiques raisonnables et de l'engagement des autorités locales à répartir efficacement les ressources (c.-à-d. en fonction des impératifs du marché). Le fait de fournir l'aide aux pays qui sauront la rentabiliser (dans la mesure où cette pratique se généraliserait chez les principaux pays donateurs) aurait, en outre, l'avantage systémique d'inciter plus vivement les autres pays en développement qui sont mal gérés à adopter le même type de « bonnes » politiques. Autrement dit, la meilleure stratégie consiste à éviter le risque moral de favoriser des politiques et des comportements improductifs.

Si nous adoptons les recommandations de Christie et Preston et des documents Dimic du Groupe des politiques (voir la note 4 ci-dessus) et si nous cherchons à classer les pays bénéficiaires en catégories précises, correspondant aux cas où l'aide sera « le plus fructueuse », nous pouvons adopter comme critère supplémentaire les conclusions de nos lectures sur la nouvelle théorie de la croissance. Pour Christie et Preston, notre stratégie d'aide devrait être basée sur une double approche applicable à deux catégories de pays. Dans un cas, il s'agirait d'une aide humanitaire et d'une aide visant à lutter contre la pauvreté et, dans l'autre, d'une aide au développement ou d'une aide technique visant à favoriser la croissance. Dans la typologie de Dimic, les pays de ce second groupe se caractérisent en général par un même souci de promouvoir la démocratie, de favoriser le développement durable et d'appliquer des politiques économiques solides. Lorsque Dimic fait entrer les « intérêts du Canada » dans sa matrice, il obtient une liste de pays pouvant constituer le noyau de partenaires de la zone 2, tels que les identifie Christie et Preston<sup>30</sup>.

En tentant d'expliquer pourquoi certains pays évoluent différemment des autres et en mettant l'accent sur l'importance d'améliorer le capital humain et sur le besoin d'éducation, la nouvelle théorie de la croissance va dans le sens des résultats des deux documents précédents du Groupe des politiques. Parmi ses critères de développement, Dimic utilise l'indice du développement humain PNUD. Dans un certain nombre d'études empiriques sur l'innovation et la nouvelle théorie de la croissance, il a été démontré que des substituts comme l'intensité de R-D, le niveau de scolarité et d'autres caractéristiques allaient de pair avec les gains de productivité, favorisant ainsi la croissance économique. Il est nécessaire d'effectuer d'autres études en vue de sélectionner les bénéficiaires possibles de l'aide fournie par le Canada. L'étude de Dimic

---

<sup>30</sup> À des fins de comparaison avec le tableau 1 ci-dessus, les pays identifiés par Dimic sont les suivants : le Mexique, le Brésil, la Colombie, l'Uruguay, la Jamaïque, le Chili, le Venezuela, Trinité et Tobago, le Honduras, la Bolivie, l'Indonésie, la Chine, la Malaisie, la Thaïlande, l'Inde, les Philippines, l'Égypte, le Botswana, Madagascar et le Ghana.